

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 NOVEMBRE 1908.

Projet de loi formant le budget des dépenses de l'Administration centrale
du Ministère des Colonies pour l'exercice 1908 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. TIBBAUT.

MESSIEURS,

Le budget des dépenses de l'Administration centrale du Ministère des Colonies pour 1908 ne porte que sur le mois de décembre; il ne comprend qu'un crédit de fr. 80,047.50.

La commission spéciale l'a approuvé par 4 voix contre 1; elle a l'honneur d'en proposer l'adoption par la Chambre.

Un Arrêté royal du 4 novembre 1908, se référant à l'article 4 du traité de cession conclu, le 28 novembre 1907, entre la Belgique et l'Etat Indépendant du Congo, approuvé par la loi du 18 octobre 1908, a fixé au 15 novembre l'exercice par la Belgique de son droit de souveraineté sur le Congo (3).

La Colonie, en vertu de l'article 1^{er} de la loi coloniale du 18 octobre 1908, a son actif et son passif propres, séparés de ceux de la Belgique; elle continue à pourvoir à ses dépenses de 1908 au moyen des crédits que le décret du 31 décembre 1907 a portés au budget de l'Etat Indépendant du Congo (4).

Mais il a été entendu, lors des discussions sur la Reprise, à la séance du

(1) Projet de loi, n° 7.

(2) La Commission était composée de MM. LEVIE, *président*, CARTON DE WIART, DELPORTE (ANTOINE), MONVILLE et TIBBAUT.

(3) Voir *Bulletin Officiel du Congo belge*, 1908, p. 108.

(4) *Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo*.

13 août 1908, que les dépenses de l'Administration centrale proprement dite seraient à la charge de la Métropole. Ces dépenses, sauf le traitement du Ministre, ont été liquidées jusque fin novembre, le traitement des fonctionnaires se payant au commencement du mois.

Il ne reste à pourvoir par le Trésor métropolitain qu'aux besoins du mois de décembre 1908.

*
* *

Dans les négociations qui ont eu lieu entre la Belgique et l'État Indépendant pour préparer la Reprise, il a été convenu que « le Gouvernement belge » prendrait à son service les fonctionnaires de l'Administration centrale de l'État du Congo en leur conservant leur grade et leurs *avantages pécuniaires* ⁽¹⁾ ».

Il a fallu verser dans l'Administration centrale du Ministère des Colonies le personnel de l'Administration centrale de l'État du Congo, dont les traitements figuraient au Budget de l'État Indépendant, inscrits pour les divers Départements, sous la rubrique, « Service administratif d'Europe » ⁽²⁾.

Le budget proposé fusionne les crédits disséminés. Il comporte sept articles dont le libellé ne sollicite guère de longues explications.

Il n'y est question que des fonctionnaires en service actif; on pourrait mieux s'en rendre compte par les développements du budget; les développements accompagneront le Budget pour 1909.

Tout ce qui concerne les pensions ou les allocations de retraite des anciens fonctionnaires incombe au budget de la colonie. Il en est de même, inutile de le dire, des traitements du personnel d'Afrique; celui-ci, qu'il nous soit permis de le rappeler ici, mérite spécialement l'attention de M. le Ministre, au point de vue des nominations éventuelles à faire à l'Administration centrale.

(1) Annexe n° 3. *Documents parlementaires*. Chambre des Représentants, session 1907-1908, p. 471.

« Bruxelles, le 28 novembre 1907.

» A Monsieur J. de Trooz, Ministre de l'Intérieur.

» MONSIEUR LE MINISTRE,

» J'ai l'honneur de constater qu'il est entendu qu'à partir de la date où la Belgique s'annexera les territoires du Congo, conformément à l'article 4 de la Convention de ce jour le Gouvernement belge prendra à son service les fonctionnaires de l'Administration centrale de l'État du Congo en leur conservant leur grade et leurs avantages pécuniaires. Ils seront traités; à tous égards, comme les autres fonctionnaires belges, en tenant compte de leur ancienneté au service de l'État du Congo, notamment pour la fixation des pensions.

» En ce qui concerne le personnel d'Afrique, vous avez bien voulu me donner l'assurance que le Gouvernement belge continuerait à traiter les fonctionnaires et agents qui la composent avec toute la bienveillance qu'ils méritent à tant de titres et s'intéresserait spécialement à ceux qui ont rempli plusieurs termes de service.

» Veuillez, etc.

» (s.) Chev. DE CUVELIER. »

(2) Voir Budget de l'État Indépendant pour 1908, à la suite du décret du 31 décembre 1907. *Bulletin Officiel de l'État Indépendant du Congo*.

L'article 2 qui pourvoit aux traitements des fonctionnaires, etc., ajoute le mot *indemnités*. Le terme *indemnité* correspond ici à un complément de traitement.

Ce procédé de rémunération exceptionnelle est inusité dans les Budgets belges, et il n'est pas repris dans le règlement organique de l'Administration centrale du Ministère des Colonies, créé par l'arrêté royal du 3 novembre 1908 et conçu sur le type des règlements organiques des autres Ministères ⁽¹⁾.

S'il en est question dans le présent budget, ce n'est qu'à titre temporaire et parce qu'il a fallu respecter les situations acquises.

Le traitement et l'indemnité complémentaire constituent l'ensemble des avantages pécuniaires à conserver au personnel; ils ont dû servir de base au calcul des crédits pour 1908, qui sont ainsi en rapport avec les prévisions du Décret budgétaire du 31 décembre 1907 et avec les crédits à prévoir pour 1909.

L'application du règlement organique conduira à la suppression automatique des indemnités et à l'unification des traitements.

Non seulement il fixe les traitements, mais il prévoit des augmentations, et ces augmentations, calculées uniquement sur le traitement proprement dit, sont déduites des indemnités, de telle sorte que celles-ci tendent à être absorbées par le traitement accru et à se fusionner avec lui.

*
* *

L'article 3 accorde un crédit pour la publication du *Bulletin officiel* et des *Annales du Musée*, et l'article 5, inscrit pour mémoire, indique comme incombant à l'Administration centrale un crédit pour la subvention au Congrès de navigation, au Congrès des chemins de fer et à l'Association d'agronomie coloniale, pour la participation dans les frais du bureau de la Conférence de Bruxelles, du bureau des tarifs douaniers, du bureau de Berne et du bureau central de l'Association internationale sismologique.

Ces crédits de peu d'importance paraissent à leur place dans le Budget métropolitain et se justifient par leur seul énoncé.

*
* *

Le Budget, qui, pour 1908, ne porte que sur un douzième d'exercice, ne semble soulever aucune question de principe; un membre tient à faire des réserves à cet égard.

Lorsque, au cours des discussions sur la reprise, les divers groupes ont marqué leur désir de voir s'ouvrir un Budget métropolitain pour les dépenses de l'Administration centrale, ils ont voulu se ménager un moyen direct de contrôle et d'action parlementaire sur le Ministère des Colonies et sur la politique coloniale.

(1) Voir *Bulletin Officiel du Congo belge*, 1903, p. 89.

Par le fait que le traitement du Ministre des Colonies et du personnel de son département relève du Budget métropolitain, il ne peut y être pourvu, même provisoirement, par voie de Décrets ou d'Arrêtés royaux, et la situation du Ministre des Colonies vis-à-vis du Parlement devient semblable à celle de ses collègues du Cabinet.

Il semble prématuré de discuter la politique coloniale du Gouvernement. Elle n'a pas eu l'occasion de s'affirmer. Le Budget de solde d'exercice dont nous avons à connaître n'a qu'un caractère purement administratif; il ne renferme aucune indication sur la direction à imprimer au gouvernement de la Colonie.

Néanmoins au moment où, pour la première fois, la Belgique use de son droit de Métropole, il est impossible de ne pas songer un instant à l'immense tâche accomplie au centre de l'Afrique par le Roi-Souverain et par l'Administration de l'État Indépendant, et à l'immense tâche qui sollicite aujourd'hui l'effort méthodique et le courage de la Belgique.

Organiser l'occupation et l'administration d'un pays quatre-vingts fois plus grand que la Belgique, y faire pénétrer l'ordre et la sécurité par la création d'une magistrature respectée des noirs et par la formation d'une armée d'indigènes méritant la confiance de ses chefs, ouvrir des voies à l'activité économique à travers le vaste continent, par l'établissement de lignes de chemins de fer et de bateaux à vapeur; — cette œuvre, qui s'est poursuivie avec une étonnante rapidité, fait songer aux vers du poète : *tante molis erat romanam condere gentem*.

La Belgique saura l'achever. La grandeur de sa mission civilisatrice ne saurait effrayer un peuple conscient de sa force et de sa dignité.

Le bien-être des populations indigènes, qui doit être son premier souci, concorde avec son propre intérêt économique. Pour le réaliser, il faudra à l'Administration le concours de toutes les influences civilisatrices, — des missionnaires, dont l'action est si pénétrante, des planteurs, des négociants, des industriels, dont le travail souple et ingénieux agit sur les colonies comme le levain sur la pâte; ils ont devant eux un champ illimité, digne de leur activité. Puisse la collaboration des Pouvoirs publics et de l'initiative privée assurer l'avenir de la Colonie.

Le Président,
M. LEVIE.

Le Rapporteur,
EM. TIBBAUT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 NOVEMBER 1908.

Wetsontwerp houdende de begrooting der uitgaven van het Hoofdbestuur
van het Ministerie van Koloniën voor het dienstjaar 1908 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **TIBBAUT**.

MIJNE HEEREN,

De begrooting der uitgaven van het Hoofdbestuur van het Ministerie van Koloniën voor 1908 betreft enkel de maand December en bedraagt slechts een krediet van fr. 80,047.50.

De bijzondere Commissie keurde ze goed met 4 stemmen tegen 1; zij heeft de eer de Kamer voor te stellen ze aan te nemen.

Een koninklijk besluit van 4 November 1908, verwijzend naar artikel 4 van het verdrag tot afstand, den 28^e November 1908 gesloten tusschen België en den Onafhankelijken Congostaat, goedgekeurd bij de wet van 18 October 1908, bepaalde op 15 November de uitoefening, door België, van dezes recht van souvereiniteit over het Congoland ⁽³⁾.

Krachtens artikel 1 der koloniale wet van 18 October 1908, heeft de kolonie haar eigen actief en passief, gescheiden van België's actief en passief; zij blijft voorzien in hare uitgaven voor 1908 door middel van de kredieten die bij decreet van 31 December 1907 op de begrooting van den Onafhankelijken Congostaat werden gebracht ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Wetsontwerp, n^o 7.

⁽²⁾ De Commissie bestond uit de heeren LEVIE, *voorzitter*, CARTON DE WIART, A. DELPORTE, MONVILLE en TIBBAUT.

⁽³⁾ Zie het *Bulletin officiel* van den Belgischen Congo, 1908, bl. 108.

⁽⁴⁾ *Bulletin officiel* van den Onafhankelijken Congostaat.

Doch bij de beraadslaging over de inlijving werd, ter zitting van 13 Augustus 1908, verstaan dat de uitgaven van het eigenlijke Hoofdbestuur ten laste van het Moederland komen. Deze uitgaven, behalve de jaarwedde van den Minister, werden vereffend tot einde November, vermits de jaarwedde der ambtenaren in 't begin der maand wordt uitbetaald.

De Schatkist van het Moederland heeft nog enkel te voorzien in de behoeften voor de maand December 1908.

*
* *

Tijdens de onderhandelingen tusschen België en den Onafhankelijken Staat tot voorbereiding der overneming, werd overeengekomen dat « de Belgische Regeering in haren dienst zou nemen de ambtenaren van het Hoofdbestuur van den Congostaat, ze in hunnen rang behoudende, met de daaraan *verbonden geldelijke voordeelen* ⁽¹⁾ ».

In het Hoofdbestuur van het Ministerie van Koloniën werd bijgevolg opgenomen het personeel van het Hoofdbestuur van den Congostaat en de jaarwedden daarvan zijn vermeld in de Begrooting van den Onafhankelijken Staat, waarin zij, voor de verschillende departementen, voorkomen onder het opschrift « Europeesche bestuursdienst » ⁽²⁾ ».

De voorgestelde begrooting vereenigt de verspreide kredieten. Zij bevat zeven artikelen, welker tekst geene breedvoerige uitlegging vergt.

Daarin is enkel sprake van de ambtenaren in werkelijken dienst; men

(1) Bijlage n^o 3. *Parlem. Stuk.*, Kamer der Volksvertegenwoordigers, zittingsjaar 1907-1908, blz. 471.

« Brussel, 28 November 1907.

» *Den Heere J. de Trooz, Minister van Binnenlandsche Zaken,*

» MIJNHEER DE MINISTER,

» Ik heb de eer te doen uitschijnen dat het goed wordt verstaan, dat te rekenen van den dag waarop België het grondgebied van den Congo overneemt, ingevolge artikel 4 der Overeenkomst van heden, de Belgische Regeering in haren dienst neemt de ambtenaren van het Hoofdbestuur van den Congostaat, hun latende behouden hunnen graad en de daaraan verbonden geldelijke voordeelen. In elk opzicht zullen zij worden behandeld als de andere Belgische ambtenaren, rekening houdend met hunne dienstjaren bij den Congostaat, namelijk voor het vaststellen van de pensioenen.

»
» Wat betreft het personeel in Afrika, hebt ge mij wel willen verzekeren dat de Belgische Regeering de ambtenaren en agenten, uit welke het bestaat, zou blijven behandelen met al de welwillendheid, die zij om menigvuldige redenen verdienen, en inzonderheid belangstelling betoonen voor hen die verscheidene diensttermijnen uitdeden.

» Gelief, enz.

» (Ond.) Ridder DE CUVELIER. »

(2) Zie Begrooting van den Onafhankelijken Staat voor 1908, als gevolg op het decreet van 31 December 1907. *Bulletin officiel* van den Onafhankelijken Congostaat.

zou zich daarvan beter rekenschap kunnen geven bij 't lezen der memorie tot toelichting der begrooting. Deze toelichting zal worden gevoegd bij de begrooting voor 1909.

Alles wat de pensioenen of rustgelden der gewezen ambtenaren betreft, komt ten laste van de begrooting der kolonie. Hetzelfde geldt natuurlijk voor de jaarwedden van het Afrikaansch personeel. Het zij ons toegelaten het hier te herinneren, dit personeel verdient bijzonder de welwillende aandacht van den heer Minister voor de benoemingen die, bij voorkomend geval, in het Hoofdbestuur zullen moeten plaats hebben.

Artikel 2, hetwelk voorziet in de jaarwedden der ambtenaren, enz., voegt er 't woord *vergoedingen* bij. Deze uitdrukking bedoelt hier eene verhoogde jaarwedde.

Dit stelsel van uitzonderlijke vergelding is niet gebruikelijk in de Belgische begrootingen en wordt niet herhaald in het organiek reglement van het Hoofdbestuur van het Ministerie van Koloniën, ingericht bij koninklijk besluit van 3 November 1908 en voor hetwelk de organieke reglementen van de andere Ministeriën tot model werden genomen ⁽¹⁾.

Is daarvan sprake in deze begrooting, dan is het enkel tijdelijk, omdat verworven toestanden behooren geëerbiedigd te worden.

De jaarwedde en de aanvullende vergoeding maken de gezamenlijke voordeelen uit, die het personeel moet blijven genieten; daarom dienden zij tot grondslag bij de berekening van de kredieten voor 1908; deze komen aldus overeen met de raming van het Begrootingsdecreet van 31 December 1907 en met de kredieten, uit te trekken voor 1909.

De toepassing van het organiek reglement zal vanzelf leiden tot het afschaffen van de vergoedingen en tot de éénmaking van de jaarwedde.

Niet alleen bepaalt het de jaarwedden, maar ook voorziet het verhoogingen, en deze verhoogingen, enkel berekend naar de eigenlijke jaarwedde, worden afgetrokken van de vergoedingen, op zoodanige wijze dat deze van lieverlede worden vermengd of versmolten met de verhoogde wedde.

*
* *

Artikel 3 verleent een krediet voor de uitgave van het *Bulletin officiel* en van de *Annales du Musée*, en artikel 5, ingeschreven voor memorie, geeft op, als komend ten laste van het Hoofdbestuur, een krediet als tegemoetkoming aan het Congres van scheepvaart, aan het Congres van spoorwegen en aan de Vereeniging voor koloniale landbouwkunde, als bijdrage tot de kantoorkosten van het bureel der Conferentie te Brussel, van het bureel der toltarieven, van het bureel van Bern en van het hoofdbureel der Internationale Vereeniging voor sismologie (aardbevingskunde).

(1) Zie *Bulletin officiel* van den Belgischen Congo, 1908, blz. 89.

Deze weinig aanzienlijke kredieten schijnen op hunne plaats in de Begrooting van het Moederland en worden voldoende gestaafd door hun tekst.

*
* *

De Begrooting, die voor 1908 slechts geldt tot het bedrag van een twaalfde van een dienstjaar, schijnt in beginsel geene enkele tegenwerping te ontmoeten; een lid hecht er aan, daarover voorbehoudingen te maken.

Toen, bij de beraadslagingen over de inlijving, de verschillende groepen blijk gaven van haar verlangen om eene Begrooting voor het Moederland betreffende de uitgaven van het Hoofdbestuur te doen openen, wilden zij zich voorbehouden een middel van toezicht en van parlementairen invloed op het Ministerie van Koloniën en de koloniale politiek.

Doordien de jaarwedde van den Minister van Koloniën en van het personeel van zijn departement ten laste der Begrooting van het Moederland valt, kan daarin niet, zelfs niet voorloopig, worden voorzien bij wijze van Decreten of van Koninklijke Besluiten en wordt de toestand van den Minister van Koloniën tegenover de Wetgevende Kamers dezelfde als die der andere leden van het Kabinet.

Het schijnt voorbarig thans te handelen over de koloniale politiek der Regeering : zij vond nog geen gelegenheid om dit te doen. De Begrooting van slot van dienstjaar, die wij te onderzoeken hebben, is slechts van louter administratieven aard; zij bevat geene aanwijzing hoegenaamd nopens de richting die behoort te worden gegeven aan het Bestuur der Kolonie.

Echter, op 't oogenblik dat België voor de eerste maal gebruik maakt van zijn recht als Moederland, is het onmogelijk, niet een enkel oogenblik te denken aan de overgrootte taak die in Midden-Afrika werd vervuld door den Koning-Souverein en het Bestuur van den Onafhankelijken Staat; niet te denken aan de overgrootte taak die thans wordt geleverd van de methodische inspanning en van den moed van België.

De bezetting en het beheer te verzekeren van een land, tachtigmaal zoo groot als België, er rust te doen heerschen door de instelling van eene door de inboorlingen geëerbiedigde magistratuur en door de inrichting van een leger van inboorlingen dat het vertrouwen zijner overheid verdient; wegen te openen voor de bedrijvigheid op 't gebied van handel en nijverheid door het aanleggen van spoor- en stoomvaartlijnen, — dit werk, verricht met verbaasende snelheid, doet denken aan het vers van Virgilius : *tantæ molis erat romanam condere gentem* (zoo moeielijk was 't het Romeinsche Rijk te stichten).

België zal dat werk willen voltooien. De grootschheid zijner beschavende zending kan niet een volk afschrikken, dat doordrongen is van zijne macht en van zijne waardigheid.

Het welzijn der inlandsche bevolking, dat het voorwerp van zijne

grootste bezorgdheid moet wezen, strookt met zijn economisch belang. Om het tot stand te brengen, heeft het Bestuur de medehulp van elken beschavenden invloed noodig : zendelingen, wier werking zoo doordringend is, planters, handelaars, nijveraars, wier lenig en vernuftig werk voor de koloniën als 't ware zooals de gist voor het deeg is; voor hen ligt een onbegrensd veld open, waardig van hunne bedrijvigheid. Moge de samenwerking van de Staatsmachten en van den bijzonderen ondernemingsgeest de toekomst der Kolonie verzekeren.

De Verslaggever,
EM. TIBBAUT.

De Voorzitter,
M. LEVIE.

